

Secrétariat général  
Direction de la coordination des politiques interministérielles  
Bureau des procédures environnementales  
Réf : DCPI-BPE/JJV

**Arrêté préfectoral mettant en demeure la société DECOCK  
de respecter les dispositions des articles 11.3.2.2, 14.1.3, 15.3.4 et 18.1  
de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18 février 2002  
pour son établissement de HONDSCHOOTE**

Le préfet du Nord,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
officier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration et notamment l'article L. 411-2 ;

Vu le code de justice administrative et notamment l'article R. 421-1 ;

Vu le décret du 17 janvier 2024 portant nomination de Monsieur Bertrand GAUME, préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu le décret du 3 avril 2024 portant nomination de Monsieur Guillaume AFONSO, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 février 2002 autorisant la société DECOCK pour l'exploitation d'activités de teillage, cardage et peignage de lin pour son installation située au 1 rue de la Cartonnerie sur le territoire de la commune de HONDSCHOOTE, concernant notamment la rubrique n° 2311 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 6 mars 2015 imposant des prescriptions complémentaires à la société DECOCK pour l'exploitation du bâtiment de stockage de matières combustibles situé au 1 rue de la Cartonnerie sur le territoire de la commune de HONDSCHOOTE, concernant notamment la rubrique n° 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 19 septembre 2025 portant délégation de signature à Monsieur Guillaume AFONSO, en qualité de secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord ;

Vu le rapport du 15 octobre 2025 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Hauts-de-France chargée du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, transmis à l'exploitant par courriel du 20 octobre 2025 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;

Vu le projet d'arrêté transmis à l'exploitant par courriel du 20 octobre 2025 ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courriel du 31 octobre 2025 ;

Considérant ce qui suit :

1. lors de la visite du 26 septembre 2025, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :
  - aucun porter-à-connaissance n'a été fait concernant la démolition d'un bâtiment du site ;
  - aucune mesure n'a été prise pour lever les observations mentionnées dans le rapport de vérification des robinets d'incendie armés (RIA) qui a été établi suite à l'intervention de la société NORD EXTINCTEURS le 6 décembre 2024 ;
  - les 2 centrales de détection incendie affichent des messages de dysfonctionnement ;
  - le contrôle annuel des émissions de poussières n'est pas fait ;
2. ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 11.3.2.2, 14.1.3, 15.3.4 et 18.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18 février 2002 ;
3. face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société DECOCK de respecter les prescriptions et dispositions des articles 11.3.2.2, 14.1.3, 15.3.4 et 18.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18 février 2002, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

#### ARRÊTE

##### Article 1<sup>er</sup> – Objet

La société DECOCK, ci-après dénommée l'exploitant, exploitant des activités de teillage de lin sur la commune de HONDSCHOOOTE, est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes, dans les délais repris ci-après :

| Référence réglementaire  | Prescriptions  | Délai à compter de la notification du présent arrêté |
|--|--|--|
| <b>Article 18.1. de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18 février 2002</b> | Toute modification apportée au mode d'exploitation, à l'implantation du site ou d'une manière plus générale à l'organisation doit être portée à la connaissance : <ul style="list-style-type: none"><li>• du préfet ;</li><li>• du directeur départemental des services d'incendie et de secours ;</li><li>• de la direction des sécurités de la préfecture du Nord ;</li><li>• de l'inspection des installations classées ;</li></ul> et faire l'objet d'une mise à jour du plan d'intervention interne dès lors que cette modification est de nature à entraîner un changement notable du dossier de demande | <b>2 mois</b>  |

| Référence réglementaire   | Prescriptions  | Délai à compter de la notification du présent arrêté |
|---|--|--|
|   | d'autorisation ou des hypothèses ayant servi à l'élaboration de l'étude des dangers, ce qui peut conduire au dépôt d'un nouveau dossier de demande d'autorisation.   |  |
| <b>Article 15.3.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18 février 2002</b>   | Tous les matériels de sécurité et de secours sont régulièrement entretenus pour être en état permanent de fonctionnement.<br>[...]   | <b>2 mois</b>  |
| <b>Article 14.1.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18 février 2002</b>   | Les systèmes de détection, de protection, de sécurité et de conduite intéressant la sûreté de l'installation, font l'objet d'une surveillance et d'opérations d'entretien de façon à fournir des indications fiables, pour détecter les évolutions des paramètres importants pour la sûreté et pour permettre la mise en état de sûreté de l'installation.<br>Les documents relatifs aux contrôles et à l'entretien liés à la sûreté de l'installation sont archivés et tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées pendant une année. | <b>2 mois</b>  |
| <b>Article 11.3.2.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18 février 2002</b> | L'exploitant fera réaliser annuellement par un organisme agréé un contrôle des émissions de poussières sur chaque ouvrage de rejet à l'atmosphère, lors d'un fonctionnement des installations représentatif d'une activité normale de l'établissement.<br>Les résultats de ce contrôle seront transmis à l'inspecteur des installations classées, dès réception, accompagnés des commentaires ou propositions nécessaires.   | <b>2 mois</b>  |

## Article 2 – Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

## Article 3 – Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification en application de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

- recours gracieux, adressé au préfet du Nord, préfet de la région Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – CS 20003 – 59039 LILLE Cedex ;
- et/ou recours hiérarchique, adressé à la ministre de la transition écologique, de la biodiversité et des négociations internationales sur le climat et la nature – Grande Arche de La Défense – 92055 LA DEFENSE Cedex.

En outre et en application de l'article L. 171-11 du code de l'environnement, l'arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative suivant sa notification ou suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique issu de la notification d'une décision expresse ou par la formation d'une décision implicite née d'un silence de deux mois gardé par l'administration.

Le tribunal administratif de Lille peut être saisi par courrier à l'adresse : 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, CS 62039, 59014 LILLE Cedex ou par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

#### Article 4 – Décision et notification

Le secrétaire général de la préfecture du Nord et le sous-préfet de DUNKERQUE sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maire de HONDSCHOOTE ;
- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Hauts-de-France chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de HONDSCHOOTE et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire ;
- l'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Nord (<http://nord.gouv.fr/icpe-industries-med-2025>) pendant une durée minimale de deux mois.

Fait à Lille, le **10 NOV. 2025**

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général adjoint

Guillaume AFONSO

